

## Déclaration du 17 décembre 2020



La tenue du CHSCT en présentiel nous importait beaucoup. Toutefois nous regrettons l'absence de nos suppléants ne pouvant assister en visio pour des contraintes technologiques. Alors que la majorité des EPLE ont la possibilité de réaliser leur CA en hybride, il est regrettable que la direction académique ne le puisse. Cela montre bien les conséquences des choix budgétaires de l'Etat et la mise à l'arrière-plan des instances représentatives.

Dans le contexte actuel, il est temps que la santé et la sécurité des personnels et des élèves soient au premier plan. Il est intolérable que les chefs d'établissement ne connaissent toujours pas la démarche à effectuer sur le suivi des fiches RSST qui restent parfois sans réponse. Parfois même les personnels se font reprocher de leur donner du travail supplémentaire. Beaucoup de ces personnels sont actuellement en arrêt et l'administration doit se poser des questions sur leurs conditions de travail.

Seulement, la saisie du RSST est un droit des personnels. Il est du devoir de l'administration de les considérer et d'y apporter une réponse.

Lord du CHSCT du 4 juin nous avons déposé un avis demandant une enquête sur les conditions de travail des directeurs d'école qui nous a été refusée. Le GT départemental actuellement mis en place pour cette étude ne permet pas la mise en évidence de toutes les problématiques liées à cette fonction. De plus, les axes semblent déjà déterminés par l'administration et ils ne permettent pas une vraie concertation.

Le nombre de fiches RSST a explosé depuis le début de l'année : plus de 170 fiches à ce jour à rapporter aux 57 fiches à la même date sur l'année 2019-2020.

Les situations qui étaient déjà tendues sont exacerbées par la crise sanitaire que nous connaissons. Les fiches concernant les élèves difficiles nous inquiètent énormément. Nous demandons donc la tenue d'un GT en urgence pour étudier cette problématique particulière.

Depuis le début de la crise sanitaire, la FSU demande qu'à chaque échéance importante, plusieurs scénarios soient élaborés. Alors que tous les signaux montraient ces dernières semaines que la situation sanitaire ne s'améliore pas aussi vite que prévue, rien n'a été anticipé par le ministère.

Jeudi 10 décembre, à l'occasion du 3eme point sanitaire depuis le début de l'année scolaire, jamais cette hypothèse « d'auto-confinement » n'a été évoquée .

- Cette annonce est une nouvelle marque de mépris pour les personnels et pour l'école qui se voit à nouveau désorganisée.
- Le gouvernement reconnaît implicitement, après avoir nié pendant des semaines cette évidence, que les écoles, collèges, lycées et CIO sont des lieux de circulation du virus et de contamination, comme le montrent toutes les publications de l'OMS.

On peut se demander s'il y a encore un pilote dans l'avion Éducation nationale, et si les gestes barrières ne seraient pas des gestes de sécurité pour le crash annoncé.

La FSU exige donc des réponses sérieuses et responsables à la gravité de la situation sanitaire. La gestion de cette crise continue d'être chaotique, incohérente et désorganisée, mettant ainsi en souffrance tous les personnels de l'éducation nationale.